

**Pour citer :**

Brabant, Alexis-Nicolas (2016). Waves of war, violences ethniques et violences nationalistes : le Myanmar comme limite pour le modèle wimmérien? *Revue A5*, 6(1), 1-17.

<https://revuea5.uqam.ca/>

## *Waves of War*, violences ethniques et violences nationalistes : le Myanmar comme limite pour le modèle wimmérien?

Alexis-Nicolas Brabant, *Maîtrise*.

La formation des États a suscité plusieurs débats dans les sciences sociales, tant au niveau de la diversité des modèles que ceux-ci peuvent prendre que dans leur diffusion presque hégémonique – ce serait, en effet, le modèle de configuration politique dominant depuis environ deux cents ans – qu’au niveau de la violence qui serait selon certain-es chercheur-es significativement corrélée à l’émergence des États-nations. Il existe d’ailleurs une sociologie de la violence qui se penche précisément sur les problèmes engendrés par la formation des États et plus particulièrement par la formation d’une élite ethnique au centre de ceux-ci. Andreas Wimmer – professeur de sociologie à la Faculté des sciences politiques de l’Université Princeton aux États-Unis dont les recherches portent principalement sur les processus de formation de clôture sociale ethnique, la formation des États-nations et dans une perspective plus large, les conflits sociaux – a produit une étude quantitative employant une méthode comparative impressionnante, dans laquelle il mobilise 27 000 épisodes de violences sur 150 territoires (Wimmer, 2013 : 25) pour une période de deux siècles afin de créer un modèle théorique dans lequel il décèle un lien étroit entre la formation des États-nations et des épisodes de violences de masse. Wimmer laisse ainsi un héritage majeur dans la littérature sur la formation des États, alors qu’il combine les approches qualitatives et quantitatives. Son modèle de large portée inclut divers scénarios possibles et permet l’analyse d’une panoplie de cas en même temps.

Mais qu’en est-il lorsque l’on confronte son cadre théorique à un cas particulier? À cet effet, le cas du Myanmar pourrait à priori poser un ensemble de problèmes à ce modèle théorique pour diverses raisons, du fait de ses spécificités. De fait, il s’agit d’un cas triplement intéressant dans la formation des États-nations. D’une part, du simple point de vue de son histoire nationale, le Myanmar représente un cas fascinant : sous la domination des Birmans pendant près de mille ans, puis sous la domination de l’Empire britannique pendant un peu moins d’un siècle, et maintenant en proie à des conflits violents depuis l’indépendance et sous une junte militaire. D’autre part, le contrôle sur plusieurs régions est contesté par différents groupes ethniques revendiquant leur indépendance sur le territoire. Enfin, il s’agit d’un territoire *zomien* (Scott,

2009 : 442) tel que conceptualisé par James C. Scott – politologue spécialisé dans la formation des États<sup>1</sup>.

Afin d'effectuer un retour critique sur le cadre théorique proposé par Wimmer dans *Waves of War. Nationalism, State Formation, and Ethnic Exclusion in the Modern World*, et de tester l'applicabilité de ce modèle à un cas potentiellement problématique, nous présenterons dans un premier temps ledit modèle théorique tel que présenté par l'auteur. Dans un second temps, nous tenterons de tester le caractère généralisable de ce modèle en le confrontant au cas du Myanmar tout juste mentionné. À noter que Wimmer voit dans la présence d'une histoire coloniale et la durée de celle-ci un facteur-clé dans l'explication des conflits ethniques. Nous croyons à cet effet que le cas du Myanmar renferme possiblement des particularités qui permettraient d'entrevoir des limites ou des points de friction avec le modèle théorique de Wimmer. Enfin, nous ouvrirons la discussion sur les débats en études zomiennes dans lesquels s'inscrit incontestablement le cas du Myanmar.

## Modèle théorique d'Andreas Wimmer

Dans *Waves of War, Nationalism, State Formation, and Ethnic Exclusion in the Modern World*, Andreas Wimmer développe une méta-analyse regroupant la formation des États-nations sur deux siècles et observant 150 territoires. Pour produire son travail analytique, Wimmer introduit le concept de configuration du pouvoir, issu des théories des politiques contestataires (*contentious politics*), et convient que les acteurs politiques sont en lutte pour le contrôle étatique et des institutions qui forment l'État. Tout au long de son ouvrage, Wimmer défend la thèse selon laquelle le changement d'organisation politique, de cité-État ou d'Empire, vers le modèle de l'État-Nation, augmenterait les risques d'éclatement de violence nationaliste, et ce, de trois différentes façons. D'abord, les nationalismes entraîneraient une hiérarchie ethnique se posant en violation du principe de domination semblable sur semblable : « [all] these different configurations can be portrayed as ethnic underrepresentation in government and thus as violations of the nationalist “like-over-like” principle of legitimacy » (Wimmer, 2013 : 28). Ensuite, les États-Nations émergents se battraient entre eux pour gouverner des territoires occupés par des groupes ethniques. Enfin, les guerres civiles seraient plus susceptibles d'éclater lorsque le cœur étatique est contrôlé par un groupe ethnique qui exclut *de facto* les autres groupes ethniques des lieux de pouvoir :

---

<sup>1</sup> Brièvement, il s'agit d'une théorie selon laquelle les territoires montagneux d'Asie du Sud-Est sont restés et resteraient en dehors du contrôle des États. Cette théorie est toutefois contestée par les géopolitologues spécialisés dans la région, comme nous le verrons plus tard.

Ethnic closure describes a system of exchange and identification that is segmented along ethnic lines. The dominant elites ally and identify with the dominant masses and the subordinate groups with the subordinate masses. Such closure along ethnic, rather than national, lines can be observed in a variety of contexts such as in the pre-Civil War era in United States and many post-colonial states in the South in which political arenas and identities are thoroughly compartmentalized along ethnic lines (Ibid : 45-46).

Il s'agit ici d'une position conceptuelle qui ne sort pas de l'ordinaire dans ce champ. On peut alors penser, d'une part, à Rogers Brubaker, spécialisé dans les questions de clôture sociale, concept dont la prémisse initiale est la séparation formelle et/ou informelle d'un « nous » et d'un « eux » et qui aurait pour effet d'exclure certain-es membres d'une société civile des biens et services offerts par la nation sous le prétexte de leur position extérieure face à celle-ci :

The processes of classification and categorization, formal and informal, that divide "us" from "them"; the forms of social closure that depend on categorizing and excluding certain potential competitors as "outsiders"; the categories and frames in terms of which social comparison and social explanation are organized (Brubaker, 2004 : 82).

D'autre part, nous pouvons penser à des chercheur-es comme Laurence Benton qui ont travaillé sur les questions relatives à la souveraineté territoriale. Cette dernière dimension est en effet au cœur de plusieurs théories de la formation des États. Wimmer se distingue toutefois d'autres chercheur-es dans ce champ, en adoptant une position quantitative dans laquelle il mobilise l'ensemble des cas qui lui sont disponibles (soit deux siècles de formation d'États). Il porte ainsi une attention conceptuelle particulière au pouvoir, à la légitimité et aux conflits générés lors de la formation des États, en analysant plus particulièrement les groupes ethniques. Il développe d'ailleurs deux scénarios idéal-typiques – un scénario « fort » et un « faible » –, boîtes conceptuelles dérivées des cas de la République Française et de l'Empire Ottoman (Wimmer, *op cit.* : 55), à partir de deux hypothèses préalables.

La première hypothèse suppose qu'un État fortement centralisé mènerait d'emblée les acteurs à négocier entre les partis de façon à dégager un compromis (*Ibid.* : 53). Cette « force » est définie par Wimmer comme la capacité des États à établir des lois directement sur leur population, ainsi qu'à monopoliser le contrôle sur les décisions politiques en ce qui a trait aux biens publics. Cette conceptualisation de la force est très liée à celle de Charles Tilly, pour qui le principal intérêt des États est de monopoliser la violence sur son territoire. Ce dernier insiste sur les impôts et les taxes, puisque l'État dépendrait de ces recettes pour faire la guerre, mais aussi pour assurer la souveraineté sur le territoire. La seconde hypothèse est dérivée des travaux d'autres auteurs,

notamment Michael Mann<sup>2</sup> et Richard Lachmann<sup>3</sup>, deux sociologues adoptant une approche qualitative. Ces derniers observeraient plutôt le rôle politique des organisations militaires et leur capacité à mobiliser les masses, accordant une très grande importance à ces facteurs dans une démarche sociohistorique. C'est à partir de ces deux hypothèses que Wimmer développe ses scénarios conceptuels.

### *Les scénarios forts*

Le premier scénario présenté par l'auteur est issu d'une comparaison systématique entre le Royaume de France de la Renaissance et l'Empire Ottoman. Ces organisations politiques permettraient de former une base empirique pour l'époque pré-moderne. La troisième République ainsi que l'Empire Ottoman sous le Sultan Abdul Hamid représenteraient, dans la conceptualisation de Wimmer, deux cas empiriques intéressants sur le continuum de la centralisation étatique et des mobilisations de masses. D'ailleurs, le scénario « fort » serait défini par rapport à ces deux points (*Ibid.* : 55). En effet, à partir des banques de données créées aux fins de son étude, Wimmer observe que l'une des variables importantes qui différencient les processus de formation des États est la capacité des élites dans un territoire donné à s'arroger le monopole des décisions relatives à la distribution du bien public : « [this] reflects the change from indirect rule through subordinate elites to direct rule, a key aspect of political modernization » (*Ibid.* : 56). L'auteur voit aussi dans l'évolution des technologies militaires un transfert de contrôle des masses vers les élites. Il voit à mi-chemin entre les cas de l'Empire Ottoman et de la France absolutiste un idéaltype de la trajectoire développementale des États, et ce, juste avant l'émergence de vagues nationalistes liées aux révolutions française et turque.

Dans un autre ordre d'idée, le changement de régime de lois, d'un modèle de domination indirecte vers un modèle direct, aurait pour effet d'intéresser politiquement la population et participerait à une centralisation des pouvoirs : « the shift from indirect to direct rule, the centralization of power, and the administrative penetration of society dramatically increased the relevance of the decisions of the central state for the everyday life of its citizens » (*Ibid.* : 56). Dans ces cas de figure, un haut niveau de centralisation, une société civile forte et mobilisée et une forte capacité à mobiliser la population vers des enjeux militaire sont de mises. Les États classés dans les scénarios « forts » seraient par

---

<sup>2</sup> Professeur de sociologie à l'Université de Californie à Los Angeles dont les principaux travaux sont *The Sources of Social Power Vol 1-4*. Ouvrage majeur quant aux théories des configurations du pouvoir.

<sup>3</sup> Professeur de sociologie à l'Université d'Albany travaillant notamment en sociologie historique et comparative.

conséquent moins à risque de voir des conflits violents en leur sein – en comparaison au second type de scénario.

### ***Les scénarios faibles***

À l'autre extrémité du continuum politique, Wimmer identifie les États peu centralisés et ayant une difficulté considérable à mobiliser la population comme étant les *weak scenarios*. Il s'agirait principalement d'États dont la capacité à recueillir des taxes et impôts est très limitée. Cela serait entre autres dû au manque de légitimité que l'État parvient à obtenir sur son territoire. Ces types d'État auraient par conséquent beaucoup plus de difficulté à contrôler les lieux de décisions qui ont trait aux biens publics. De plus, ces États ne parviendraient pas à mobiliser l'ensemble de la population (particulièrement les minorités ethniques) dans un projet commun. Dans ce type de scénario, Wimmer identifie deux conséquences majeures. D'abord, la population exercerait une certaine forme de contrôle sur les régimes de taxations, puisque ni la domination directe, ni celle indirecte, ne parviendraient à établir un contrôle institutionnalisé permanent. Ensuite, dans les États « faibles », les élites subordonnées seraient davantage intéressées par les institutions militaires et les pouvoirs desquels ces institutions relèvent, de façon à sécuriser leur position politique précaire : « [more] specifically, integrating hitherto marginalized ethnic groups into a power-sharing arrangement means that their leaders will now compete with existing elites for the distribution of State power » (*Ibid.* : 191). Ce type de scénario entraînerait d'ailleurs davantage de clôture sociale que le scénario « fort ». De plus, en lien avec la problématique des clôtures sociales, Wimmer affirme qu'un changement dans la structure politique des nations et l'exclusion politique accentuerait les chances de guerres internes dans les États peu centralisés :

The shift to the nation-state model and the political exclusion along ethnic lines that it fosters in weakly centralized states also increases the likelihood of inter-state war. The rulers of new states might interfere in the affairs of neighbouring states to protect their co-ethnics across the border from the fate of second-class citizenship they might have to endure as ethnic minorities in a state "owned" by a different people (*Ibid.* : 14).

À partir de ces deux scénarios idéaltypiques, Wimmer classe les différents cas de figure de façon à dégager une analyse large de l'évolution étatique dans les deux derniers siècles, et identifie une forte association entre la création des États-Nations et les vagues de violence.

### ***Politiques ethniques et conflits armés***

Une fois les deux scénarios établis, Wimmer propose une courte revue de littérature sur différentes façons de concevoir les problèmes ethniques. Il

identifie ainsi une école de chercheur-es<sup>4</sup> pour qui les conflits ethniques sont généralement le résultat d'une sous-représentation politique de certains groupes. Cette école soutient que les guerres civiles seraient davantage le résultat d'un degré de possibilité de rébellion dans une région que le résultat d'inégalités ethnopolitiques systématiques ou de marginalisation sociale (*Ibid.* : 145). S'inscrivant dans cette ligne de pensée, Laitin et Fearon définissent les guerres civiles comme un conflit entre groupes organisés à l'intérieur d'un État, pour le contrôle de ce dernier ou pour s'en séparer (Fearon et Laitin, 2003). Un second groupe de chercheur-es identifié par Wimmer argumente plutôt le contraire. Selon ces dernier-ères, l'ethnicité est un facteur important dans les processus de conflits armés intra-étatiques : « [some] maintain that ethnic diversity contradicts the assumption of cultural homogeneity on which modern nation-states are based, thus triggering waves of separatist wars and ethnic cleansings » (Wimmer, *op. cit.* : 145). Enfin, une troisième école visitée par Wimmer est celle des *minority-grievance*. Cette dernière explore davantage les conditions dans lesquelles les minorités ethniques se rebellent politiquement. S'appuyant sur le concept des *minorités à risques* (MAR), les chercheur-es de cette école de pensée étudient les groupes ethniques de façon globale plutôt que nationale, pensant dès lors les frontières arbitraires, principalement issue du colonialisme comme étant source de conflits.

Wimmer considère cette troisième approche comme étant celle ayant le plus contribué à son étude. Il s'appuie ainsi sur deux facteurs principaux dans la conceptualisation des conflits ethniques armés. D'abord, il soutient que plus les groupes ethniques sont numériquement importants, plus la lutte pour une représentation « juste » au sein d'un gouvernement a des chances de se développer dans un conflit violent : [the] fear of being dominated in the future by competing ethnic elites who might renege on the current power-sharing arrangement makes such configurations especially conflictual » (*Ibid.* : 144). Ensuite, il argumente qu'à la suite d'une longue histoire de colonisation, les États nouvellement formés auraient davantage de difficulté à contenir les désirs nationalistes des populations vivant en périphéries. En effet, ces dernières, afin d'éviter une domination politique externe, verraient dans la formation d'un nouvel État dirigé par le groupe ethnique majoritaire de cette région en particulier, une raison et un projet attrayant : « [the] discontent of both excluded groups and power-sharing elites then takes on secessionist forms: to avoid political domination by ethnic others, founding a new state controlled by one's own ethnic elites appears as an attractive project worth fighting for » (*Ibid.* : 144).

---

<sup>4</sup>James Fearon et David Laitin, professeurs à l'Université de Stanford au département des Sciences Politiques, ayant co-produit une recherche sur les guerres civiles depuis la fin de la deuxième Guerre Mondiale jusqu'à 2000.

Bref, Wimmer élabore deux scénarios conceptuels afin de classer de façon idéaltypique une grande variété de cas de violences nationalistes suite à l'émergence des États-nations. Il distingue deux types de scénarios avec des caractéristiques en opposition, soit la capacité de mobilisation de l'État et le partage des lieux de pouvoir. Dans les premiers scénarios, l'État aurait une forte capacité de centralisation et de mobilisation, tandis que dans les seconds, l'État aurait davantage de difficulté à assurer sa légitimité sur l'ensemble du territoire et cette légitimité serait en tout temps fragilisée par les différents groupes en lutte pour l'obtention du pouvoir. Nous nous attèlerons maintenant à produire une analyse plus spécifique du cas du Myanmar, avant d'identifier dans quel type de scénario ce cas pourrait être classé, et plus précisément si les violences nationalistes dans la région reflètent le modèle conceptuel de cet auteur.

### **Myanmar/Birmanie ; région mouvementée et conflits interethniques**

Il nous semble d'abord pertinent de clarifier les problèmes de terminologie associés à cette région. En effet, selon les différents ouvrages, la région est soit désignée par l'appellation Myanmar ou Birmanie. Il s'agit ici d'un changement politique quant au nom de l'État-nation, et l'emploi par les chercheur-es de l'une ou l'autre de ces appellations relève d'un choix politique. David I. Steinberg, professeur d'études asiatiques à l'Université de Georgetown, est spécialiste du Myanmar, et a produit en 2010 dans *Burma, What Everyone Needs to Know*, une analyse succincte de la région. Il y affirme d'emblée que beaucoup de pays d'Asie du Sud-Est ont changé de nom au cours des deux derniers siècles, le Myanmar n'y faisant pas exception. En effet, en juillet 1989, la junte militaire de Birmanie a adopté une nouvelle dénomination : l'Union du Myanmar. Steinberg emploie donc de façon systématique Myanmar et Birmanie en fonction de l'époque analysée. Il emploiera, par exemple, Myanmar lorsqu'il traite de la période après 1988 et Birmanie avant cette période. Il s'agirait d'un choix politique permettant de distinguer les citoyens de nationalité birmane de l'ensemble des citoyens du pays, dans une perspective d'intégration des différentes communautés ethniques. Selon lui, « Burman » représenterait le groupe national majoritaire, tandis que « Burmese » représenterait les citoyennes nationales, ce qui renvoie à l'ensemble des minorités ethniques : « [the] Burmese call them "races," which is translation of the Burmese lu myo (lit. "people type"), which can mean ethnicity, race, or nationality » (Steinberg, 2010 : XXIII). Aux fins de cet article, nous emploierons uniquement le terme Myanmar afin de ne pas confondre l'ethnicité et la citoyenneté. Cette distinction conceptuelle annonce d'emblée les conflits ethniques dans la région.

L'État du Myanmar est divisé en sept provinces, en fonction de la composition ethnique de celles-ci. Les démographes s'accordent pour affirmer qu'il y a environ 53 millions de personnes vivant au Myanmar. On y retrouve

donc, en ordre d'importance démographique, les Birman-es (69%), les Shan (8.5%), les Karen ou Kayin (6.2%), les Arakanese ou Rakhine (4.5%) les Mon (2.4%), les Chin (2.2%), les Kachin (1.4%) et les Kayah (0.4%) (*Ibid.* : XXIV). Ces statistiques sont sujettes à débat, et les chiffres diffèrent en fonction des études<sup>5</sup>. Toutefois, sans conteste, les Birman-es constituent la majorité démographique claire dans le pays et représentent pour tou-tes les auteur-es le groupe majoritaire au niveau politique :

Burma/Myanmar is the largest of the Mainland Southeast Asian states ([...] 678,500 kilometers), about the size of Texas. It is the frothiest largest country in the world. [...] If we think of Burma/Myanmar in ethnic terms, around a central geographic core of lowlands inhabited by the majority Burmans, two-thirds of the population, there is a horseshoe of highlands areas inhabited by minority peoples who also live across the frontiers in adjacent states (*Ibid.* : XXVI).

Le Myanmar occupe aussi une position géographique stratégique, puisque cet État est situé entre la Chine et l'Inde et que ses côtes donnent à la fois sur le golfe du Bengale et la mer d'Andaman (Ganesan & al., 2007 : 4). De plus, le Myanmar est situé près d'un des détroits les plus empruntés par le commerce maritime mondial, soit le Déroit de Malacca : « [this] is the critical strategic and commercial link between the Middle East and East Asia, which depends on Middle Eastern oil reserves » (Steinberg, *op. cit.* : 4).

Gardant en tête ces quelques repères, nous produirons un historique de la région en nous attardant plus particulièrement sur les conséquences de la colonisation, la bureaucratie, les relations entre les différents groupes ethniques et plus largement l'histoire *moderne* du Myanmar. Tout au long de ces sous-sections, nous mobiliserons des concepts issus de l'ouvrage de Wimmer et plus particulièrement le lien entre conflits armés intra-étatiques et émergence du nationalisme. À la lumière de ces considérations, nous tenterons de voir si les conflits armés dans l'État du Myanmar correspondent au cadre théorique de Wimmer, pour qui l'émergence des États-nations et les conflits armés sont très fortement corrélés.

### ***Historique de la région***

L'État du Myanmar possède une histoire millénaire et a connu des configurations du pouvoir politique variées. En effet, Helen James, professeure d'anthropologie à l'Université nationale d'Australie, spécialiste du *Mainland* d'Asie du Sud-Est et plus particulièrement du Myanmar et de la Thaïlande, identifie cinq formes succinctes de configuration du pouvoir. De la forme monarchique (850-1886) vers une forme de transition à une économie de

---

<sup>5</sup> Ces différences dans les chiffres sont entre autre dues au fait des frontières arbitraires séparant les groupes ethniques vivant historiquement en périphérie du centre étatique et qui ont pour effet de séparer en plusieurs États des populations s'identifiant à la même culture.

marché (1988), le Myanmar serait passé par un régime colonial sous l'Empire britannique (1886-1948), puis un État « démocratique » (1948-1962) et un État « socialiste » (1962-1988) (James, 2005 : 35). L'État du Myanmar est aussi intéressant selon James puisqu'il permet de remettre en question l'évolution linéaire proposée par les modèles occidentaux des structures démocratiques et des configurations du pouvoir (*Ibid.* : 35).

### *Époque monarchique ou précoloniale*

Durant l'époque précoloniale, les Birman-es du Myanmar auraient connu environ 1000 ans d'hégémonie sur le territoire. S'ils ont dû partager ce dernier avec d'autres groupes ethniques, ils auraient su établir cette hégémonie à travers des négociations, tantôt pacifiques, tantôt belliqueuses. À cette époque, la vie associative au Myanmar était d'ailleurs active de façon informelle : « [community] organizations that functioned more or less like neighborhood organizations in Western countries have existed in almost every village in pre-colonial Myanmar » (Ganesan & *al.*, *op. cit.* : 143). Par ailleurs, les Birmans entretenaient des relations conflictuelles avec les États avoisinants. Les frontières nationales modernes n'étaient pas étanches avant la conquête de la région par les occidentaux (Steinberg, *op. cit.* : 18) et certaines régions faisaient l'objet de contestation par les différents groupes d'influences politiques. De fait, le système distribuant la légitimité et la souveraineté était souvent conceptualisé comme un mandala :

[A] mandala system of sovereignty was the norm, in which power radiated from the Burmese king, and indeed from the throne itself, in a series of concentric circles to almost indefinite distant regions. In those areas, local rulers might owe allegiance and pay tribute to the Burmese king and also to one or several nearby more powerful kingdoms and even to the Chinese emperor in Beijing (*Ibid.* : 18).

Plusieurs chercheur-e-s corroborent à cette vision du pouvoir sous la forme d'un *mandala*, expression de l'étendue du pouvoir monarchique en Asie du Sud-Est. Or, cette contestation permanente de la souveraineté sur le territoire a donné lieu à plusieurs expériences d'expansion, dont l'une qui aurait mené aux *premières* interactions entre l'Empire britannique et le Myanmar.

### *Époque coloniale*

Les chercheur-es dénombrent trois guerres entre l'État du Myanmar et l'Empire britannique. La première serait le résultat de l'expansion vers l'ouest de l'État, qui aurait eu pour conséquence d'empiéter sur le territoire occupé par l'Empire Britannique, soit l'est du Bengale et le Manipur (Steinberg, 2010 : 27). L'emprise coloniale aurait laissée des traces profondes sur le Myanmar actuel, via de nouvelles institutions législatives, mais aussi la création d'une réaction nationaliste à la domination externe: « [this] profoundly [...] influences contemporary Burma/Myanmar, and indeed, may be said virtually to confine

the administration of the state within emotional anticolonial structures » (*Ibid.* : 26). À cet effet, Helen James affirme que la séparation ethnique est un héritage de l'ère coloniale, qui aurait séparé et divisé l'État du Myanmar en sept États coloniaux dépendants de la capitale, elle-même dépendante de l'administration coloniale.

The former “big race theory” which underpinned the seven states and seven divisions inherited from the colonial state has been set aside. This envisaged Burma/Myanmar as peopled by the majority Burman, plus the Shan, Kayah, Karen, Chin, Kachin, and Mon. The new approach conceives of a State organized around the self-administration of all the national races in what has been described as a pyramidal construction of administrative units from the smallest ethnic groups and communities to the central administration in Yangon (James, *op. cit.* : 45).

La vie associative pour l'ensemble des citoyen-nes du Myanmar représentait une menace pour l'administration britannique, qui bannit toute forme d'associations politiques et d'activités politiques. En effet, avec la fin de la monarchie en 1885 (James, *op. cit.* : 35), l'exil de la famille royale vers l'Inde et l'arrivée des colons britanniques, le Myanmar aurait connu une période intense de rébellion armée qui aurait été directement organisée par les associations politiques des différents groupes ethniques. Afin de conserver une vie politique, les bouddhistes ont imité la formule du YMCA en créant, en 1906, la YMBA (Young Men's Buddhist Association), une organisation « légale » aux yeux de l'administration britannique, puisque reconnue comme association religieuse. Or, cette organisation a rempli la double fonction de perpétuer les coutumes bouddhistes et de nourrir le sentiment nationaliste : « [the] link was thus established early between Buddhism and nationalism, and that link is still strong, although the issues may be somewhat different. Buddhist monks were active in the nationalist movement » (*Ibid.* : 35). Si bien qu'il existerait une maxime stipulant qu'être Birman équivaut à être bouddhiste et vice versa : « To be Burman is to be Buddhist », illustrant parfaitement l'origine des clôtures sociales entre Birman-es bouddhistes et « autres ».

### *Époque de l'indépendance et ère « démocratique »*

À partir de 1947, se développe chez les Birman-es une grande volonté d'adopter une constitution civile. Celle-ci sera adoptée avant l'obtention de l'indépendance et est perçue par la communauté scientifique comme une volonté très marquée de développer une démocratie parlementaire dans un État multiethnique. Elle aurait pour principal objectif de composer, d'une part, une Chambre des député-es représentant l'ensemble du pays et contrôlant la distribution des ressources financières, et de l'autre, une Chambre des nationalités qui aurait pour principal objectif de donner une voix aux minorités : « [each] constituent state (Shan Kachin, Kayah, Karen somewhat later, and the Chin Special Division) had its own government but was dependent on the center for financial support » (Steinberg, *op. cit.* : 53). Cette

constitution civile stipule aussi qu'après dix ans au sein de l'Union, les minorités ethniques pouvaient faire le choix de se séparer (*Ibid.* : 57). Les principaux objectifs, résumés de façon très épurée par Rachel M. Safman dans *Myanmar, State, Society and Ethnicity*, étaient :

1. The unity of Myanmar's people and integrity of its territory;
2. The right of the country's various constituent groups to express their ethnic, cultural and religious differences;
3. Equality for all the state's ethnic groups (Ganesan et al., op. cit.: 57).

Si ces objectifs paraissent louables et inoffensifs pour un regard extérieur, Safman est plutôt d'avis qu'ils prouvent de par leur simplicité le haut niveau de conflit interethnique dans la région, particulièrement considérant que ces principes politiques ont été transformés en réelles politiques ethniques au Myanmar.

La période coloniale est généralement déplorée par les Birman-es et plus particulièrement les hauts gradés de la junte militaire actuelle. En effet, l'administration coloniale est souvent associée dans la littérature aux racines des problèmes ethniques que l'État central rencontre : les nombreuses rébellions des minorités ethniques sont associées aux politiques de l'administration coloniale de division dans l'État : « [minority] rebellions and difficulties are attributed to British policies of divide and rule and the development of only a relative minuscule industrial base serving foreign interests » (Steinberg, *op. cit.* : 38). Ainsi, dans la perspective des hauts gradés militaires, la division et les conflits ethniques sont le fruit exclusif de l'administration coloniale.

En 1948, le Myanmar obtient son indépendance et instaure un gouvernement civil. Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'Angleterre aurait été débordée par les différents mouvements nationalistes dans ses colonies et l'arrivée au pouvoir du *Labour Party* aurait grandement facilité son changement de stratégie vis-à-vis de ses colonies : « England was exhausted by the war; holding onto their colonies in the face of rising nationalism seemed impossible. Inevitable independence, then, should be gracefully granted » (*Ibid.* : 41).

Dans un autre ordre d'idée, pour assurer l'équilibre fragile de ce nouvel État indépendant, la langue d'enseignement officiel était le birman et les différentes langues locales pouvaient seulement être enseignées de façon extrascolaire. Or, les différentes communautés ethniques reprocheront à l'État central le manque de ressources qui leur sont allouées et le peu d'indépendance possible dans ces conditions. En 1960, l'*Union Party* gagne les élections sous la promesse, entre autres, de faire du bouddhisme la religion d'État. Toutefois, l'administration était faible et inefficace, entraînant des problèmes économiques, une

augmentation des rébellions et un souci accru de la part des élites militaires (*Ibid.* : 59).

Plusieurs observateurs affirment que le coup d'État de 1962 était dû au désir de l'organisation militaire de préserver un Myanmar uni. Cette union aurait été fragilisée par la prise de pouvoir de l'*Union Party* qui faisait la promotion du bouddhisme comme religion nationale. En 1959, les militaires ont formé un gouvernement temporaire (*temporary caretaker government*) qui a duré six mois. Dans cette logique, plusieurs représentant-es des minorités ethniques se sont rassemblé-es à Rangoon pour discuter de l'option de quitter l'Union après 10 ans. Or, « [the] military claimed that the Union must be preserved, and the coup was a defense against the break-up of the state » (*Ibid.* : 60). Dans cette logique, en 1962, les militaires sous les ordres du General Ne Win ont pris le contrôle du Myanmar à travers un coup d'État. Depuis, le Myanmar est considéré comme un État autoritaire gouverné par les militaires : « [the] human rights violations and environmental degradation around the mining industry in Burma are similar to those happening in other extractive industries in the country, and they are indicative of the state of environmental governance: unfair and inefficient » (Skidmore et Wilson, 2007 : 219). En réponse à cela, plusieurs groupes ethniques ont commencé à réclamer leur indépendance et à s'autofinancer en important et exportant illégalement des marchandises – notamment des armes et des drogues – à travers les frontières poreuses des régions montagneuses du Myanmar.

The KNU [Karen National Union] and other armed ethnic groups taxed the black-market trade, allowing several rebel leaders to prosper and build up well-equipped armies. Meanwhile, the KNU and other insurgent 'liberated zones' took on some of the characteristics of de facto states, with military and parallel civilian administrations, and health and education systems (*Ibid.* : 59-60).

L'histoire du Myanmar est à la fois complexe et diversifiée considérant, entre autres, son emplacement géographique qui a mené à sa colonisation et son annexion comme province de l'Inde par l'Empire Britannique, mais aussi la diversité ethnographique peuplant le territoire. Au regard de plusieurs spécialistes de la région, mais aussi du gouvernement local, la division ethnique contemporaine marquant le territoire se présenterait comme le résultat de près de cent ans de colonialisme. Il est à noter toutefois que plusieurs chercheur-es se sont questionnés sur la responsabilité du colonialisme dans les problèmes ethniques du Myanmar actuel et en sont venus à la conclusion que si le pays n'avait pas vécu d'épisode de colonisation, il connaîtrait tout de même des conflits entre le centre et les périphéries.

La théorisation de Michael Hechter en termes de colonialisme interne, permet d'ailleurs de pousser cette réflexion. Il ne s'agit pas de retracer, comme le nom du concept le suggère, le colonialisme des empires occidentaux, mais d'analyser les relations entre les différents groupes ethniques au sein même

d'un État. Dans ce modèle, le développement national serait caractérisé par la lutte entre deux groupes, l'un – majoritaire – culturellement, politiquement et économiquement dominant, tandis que le second serait situé en périphérie des lieux de pouvoir. Selon Hechter, la situation coloniale implique généralement une domination basée sur la race et la culture distinguant *de facto* les colonisateurs des colonisé-es. Les périphéries seraient donc annexées au centre des États et placées en situation de dépendance vis-à-vis de celui-ci : « [the] peripheral collectivity is seen to be already suffused with exploitative connections to the core, such that it can be deemed to be an internal colony. The core collectivity practices discrimination against the culturally distinct peoples who have been forced onto less accessible inferior lands (Hechter, 1975 : 32). » Ainsi, le cas des conflits ethniques au Myanmar, lorsque pensé dans le cadre d'analyse de Hechter, ne seraient pas uniquement le résultat de cent ans de colonialisme, mais plutôt (ou également) de mille ans de colonialisme interne de la majorité birmane sur les six autres provinces.

### *Le Myanmar au regard du cadre wimmérien : apports et limites*

Le modèle théorique de Wimmer mettrait en scène deux types de scénario – le premier où l'État est « fort » et le second où l'État est « faible » et parvient difficilement à mobiliser les populations autour d'un projet commun. Ce modèle semble fonctionner avec brio dans l'explication du cas du Myanmar. En effet, la séparation géopolitique de l'État en sept provinces ethniquement et culturellement distinctes permet difficilement à Naypyidaw – la capitale –, située dans la province de Mandalay au centre du Myanmar, de mobiliser ses populations et de centraliser ses pouvoirs. De ce fait, il paraît logique que les provinces périphériques contestent sans relâche la répartition des pouvoirs et revendiquent leur indépendance.

Dans cette optique, nous avons cherché à mettre en lumière les particularités de ce cas à partir du modèle théorique de Wimmer, selon lequel deux types de scénarios sont possibles pour le développement des États-Nations : forts et faibles. Sans surprise, nous avons vu davantage d'affinité entre le Myanmar et les scénarios faibles identifiés par Wimmer, lesquels ont pour principales caractéristiques une très faible centralisation étatique, le peu de partage politique des pouvoirs entre les différents groupes composant l'État-nation et la faible capacité de l'État à mobiliser les différents groupes ethniques dans un projet commun, comme la défense militaire du pays. En effet, dans la conceptualisation des conflits ethniques armés de Wimmer, les États classés dans les scénarios faibles seraient davantage à risque que les États forts de voir éclater de violents conflits ethniques. Suivant ce postulat, l'analyse du cas du Myanmar de la période précoloniale jusqu'à peu après l'indépendance nationale, en observant notamment l'héritage institutionnel de la bureaucratie coloniale – la division du territoire du Myanmar en sept provinces ethniques et la

préséance des Birmans sur les autres groupes ethniques – s'imposait pour une analyse des apports et limites du modèle wimmérien.

À la lumière de cette recherche, nous pouvons conclure que le cadre théorique de Wimmer demeure pertinent, et ce, même lorsque confronté à ce cas particulier. En effet, il fait écho à plusieurs éléments et facteurs correspondant à l'histoire nationale du Myanmar. En puisant dans différentes conceptions des conflits ethniques armés et en recadrant les problématiques, il nous apparaît donc que le cas du Myanmar illustre adéquatement la catégorie des scénarios faibles tels qu'identifiés par Wimmer, et laisse intact la cohérence du modèle théorique.

Toutefois, lorsque nous nous penchons plus particulièrement sur l'époque coloniale et la division des pouvoirs sous le règne britannique, les conflits n'étaient pas moins virulents dans cet État. De fait, l'éclatement des violences peut nous paraître aujourd'hui comme le résultat de l'émergence de l'État-nation en 1948. Or, des groupes ethniques comme les Karens revendiquaient déjà leur indépendance depuis l'ère coloniale, si bien que certains *leaders* auraient contribué au régime colonial sous promesse d'être reconnu comme indépendant. Ainsi, le cas du Myanmar peut être interprété selon le modèle conceptuel proposé par Wimmer, mais comporte des spécificités méritant des analyses plus approfondies. À cet effet, nous croyons qu'un modèle théorique à large portée permet de penser plusieurs cas dans un ensemble, et de contribuer à l'étude de problématiques significatives, mais opère nécessairement des raccourcis invisibilisant certaines particularités des cas individuels.

## Conclusion

Nous avons donné un aperçu du modèle théorique wimmérien, de façon à dégager les principales caractéristiques de ce dernier et surtout tester ce dernier lorsque confronté à un cas particulier. Wimmer mobilise, en effet, une quantité impressionnante de cas, de façon à construire un modèle macroquantitatif ayant une logique interne qui semble infaillible. Dans ce modèle théorique, Wimmer identifie deux grands cas de figure à l'émergence des États-nations, soit les scénarios forts, où les élites sont en mesure de mobiliser la population dans un projet commun et de concentrer les ressources et leur extraction – et les scénarios faibles, lesquels pourraient être définis à l'opposé des premiers. Nous souhaitons donc confronter ce modèle au cas spécifique du Myanmar, qui connaît notamment depuis son indépendance des épisodes de violences de différentes intensités. En croisant les articles et les différents ouvrages de divers spécialistes du Myanmar, nous avons retracé l'histoire belliqueuse qui sévit dans cette région depuis bien avant l'indépendance de l'Empire britannique. Pour ce faire, nous avons mobilisé plusieurs historien-nes, anthropologues et

sociologues spécialistes de la région, dont les recherches portent tantôt directement sur les minorités ethniques, tantôt sur une comparaison ethnopolitique de l'histoire du Myanmar. Nous croyions ainsi voir décelé une limite du modèle wimmérien. Toutefois, ce modèle a su garder toute sa capacité explicative, et ce, même lorsqu'il s'agit d'un cas où avant l'émergence de l'État-nation, des conflits interethniques étaient recensés sur le territoire. De fait, une étude comparative sur les conflits entre groupes ethniques s'inscrivant dans le cadre théorique de Wimmer et employant ses bases de données, mais se penchant sur deux cas en Asie du Sud et plus particulièrement en Inde et au Myanmar à l'époque coloniale, serait de mise de façon à dégager les spécificités – sous un regard cette fois davantage qualitatif – et permettrait peut-être d'éclairer certaines problématiques concernant les origines des conflits ethniques de la région.

De plus, une étude d'une telle nature pourrait mobiliser une nouvelle grille d'analyse alternative, comme celle des études zomiennes. Au cours des dernières années, James C. Scott, professeur au département de Sciences Politiques à Yale, a ravivé un débat autour de l'Asie du Sud-Est autour des populations qui vivent dans les régions montagneuses. À travers l'ouvrage *Zomia, The Art of Not Being Governed*, il propose une conception tout à fait originale de cette région, dépeignant chacun des territoires situés à plus de 300 mètres du plateau continental comme étant dépourvu d'État et dont les populations adopteraient des stratégies de fuite par rapport à ce dernier, comme l'agriculture nomade, la *friction du sol* ou simplement la fuite physique :

Zomia is a new name for virtually all the lands at altitudes above roughly three hundred meters all the way from the Central Highlands of Vietnam to northeastern India and traversing five Southeast Asian nations (Vietnam, Cambodia, Laos, Thailand, and Burma) and four provinces of China [...]. It is an expanse of 2.5 million square kilometers containing about one hundred million minority peoples of truly bewildering ethnic and linguistic variety [...] My thesis is simple, suggestive, and controversial. Zomia is the largest remaining region of the world whose peoples have not yet been fully incorporated into nation-states (Scott, 2009 : IX).

Inspiré par l'héritage wébérien, Scott théorise aussi l'État comme une organisation visant à monopoliser la violence en son sein et cherchant plus largement à établir son contrôle non seulement sur un territoire souverain, mais sur la population. Scott est souvent accusé d'être géodéterministe<sup>16</sup> dans sa théorisation de l'émergence des États. Pour lui, la localisation du centre des États n'est pas le fruit du hasard et il note qu'historiquement, les États auraient établi leur centre socio-politico-économique dans les vallées – endroits propices pour répondre aux besoins divers d'un centre organisationnel. En effet, les

---

6 Riccardo Ciavolella, anthropologue et chercheur à la CNRS à l'Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain.

vallées seraient généralement fertiles, facilement contrôlables militairement et permettraient donc davantage de contrôle sur le territoire – dû au peu de dénivellement, facilitant de façon importante le transport de nourriture d'un endroit à l'autre – et sur la main-d'œuvre. Ainsi, les violences nationalistes au Myanmar pourraient potentiellement être le fruit du refus de l'imposition de l'État « *moderne* » par les populations montagnardes – les peuples sans État.

Toutefois, le terme *Zomia* laisse plus d'un-e spécialiste de la région inconfortables (Michaud, 2010). En effet, si tout territoire situé à plus de trois cents mètres du niveau de la mer est réputé historiquement dépourvu d'État, comment expliquer le commerce entre les différents États d'Asie du Sud-Est ? : « [for] centuries, trade in this region has been conducted on all scales : from one valley to the next, from one fiefdom to others around it, and at the macro scale through long-haul trade including intercontinental exchanges such as those popularly associated with the idea of the Silk Road » (Michaud, 2010 : 195). À l'encontre de la théorie de Scott, Michaud argumente que le Massif d'Asie du Sud-Est n'était pas caractérisé il y a un siècle par l'absence d'État. Au contraire, c'était le lieu de rencontre de plusieurs États – certes, jamais sous l'influence d'un en particulier, mais toujours le théâtre d'une panoplie de routes de commerce gardant les différents centres économiquement liés et physiquement à part (Michaud, 2010 : 208). Dans cette logique, les études zomiennes pourraient nous aider à analyser le cas du Myanmar mais surtout à expliquer l'origine des violences interethniques dans cette région avant la formation de l'État-nation.

## Bibliographie

- Brubaker, Rogers, 2004, *Ethnicity Without Groups*, Harvard University Press, 296p.
- Fearon, James et David Laitin, INTERNET [En Ligne] <http://web.stanford.edu/group/ethnic/>
- Ganesan N. et Kyan Yin Hlaing (ed.), 2007, *Myanmar, State, Society and Ethnicity*, Institute of Southeast Asian Studies, Singapore, 311p.
- Hechter, Michael, 1975, *Internal Colonialism; The Celtic Fringe in British National Development 1536-1966*, University of California Press, Berkeley, 361p.
- James, Helen, 2005, *Governance and Civil Society in Myanmar, Education, Health, and Environment*, Routhledge Curzon Contemporary Southeast Asia Series, New York, 220p.

- Mann, Michael, 1986, *The Sources of Social Power*, vol. 1 A History of Power from the Beginning to A.D. 1760, Cambridge University Press, New-York, 549p.
- Michaud, Jean, 2010, *Zomia and Beyond\**, *Journal of Global History*, vol. 5,°2, pp.187-214
- Michaud, Jean, (2006), *Historical Dictionnary of the People of the Southeast Asian Massif*, The Scarecrow Press, Toronto, 357p.
- Scott, James C., 1990, *Domination and the Art of Resistance: Hidden Transcripts*, Yales University Press, New Haven, 251p.
- Scott, James C., 1998, *Seeing Like a State*, Yale University Press, Londres, 445p.
- Scott, James C. 2009, *The Art of Not Being Governed: an Anarchist History of Upland Southeast Asia*, Yales University Press, New Haven, 442p.
- Skidmore, Monique et Trevor Wilson, 2007, *Myanmar, the State, Community and the Environment*, Australian National University Press, Canberra, 301p.
- Steinberg, David, 2010, *Burma/Myanmar, What Everyone needs to Know?*, Oxford University Press, Oxford, 217p.
- Tilly, Charles, 1990, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe 990-1990*, Aubier, Paris, 431p.
- Weber, Max, 1995 (1921), *Économie et société / 2, L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*, Pocket, Paris, 424p.
- Wimmer, Andreas, 2013, *Waves of War, Nationalism, State Formation, and Ethnic Exclusion in the Modern World*, Cambridge University Press, Cambridge, 332p.